

Il est indéniable que l'irruption des Gilets jaunes sur la scène politique depuis plusieurs mois exerce un puissant effet de catalyseur idéologique. Cela semble assez logique : le Prince-Président, acclamé par la presse et les milieux *autorisés* de la pensée actuelle dans une unanimité rare pendant la campagne électorale, semble avoir cru en sa propre mythologie, celle le présentant comme un Christ *sôter* de la démocratie française, au point de prétendre jouer le souverain *pantokrator*.

D'où un retournement brutal de la situation politique, les classes populaires du pays ayant rapidement vu en lui un monarque devant être, sinon raccourci, du moins sérieusement *dégrossi*. La « société civile » qu'en bon libéral il ne cessait de louer face à l'État source de despotisme a cru bon signifier qu'elle ne se laisserait pas mener à la baguette si docilement depuis le Château. De ce point de vue l'étymologie du mot crise est tout à fait instructive : en latin *crisis* est défini par Sénèque comme un « assaut » et le grec *krisis* signifie à la fois choix, jugement, et *décision*. On pourrait dire avec Serge Halimi et Pierre Rimbert [1] que dans ces moments « *le marais s'assèche* » et la polarisation politique – qui est indissociablement une polarisation *sociale* – déchire nombre de voiles discursifs.

Mais il y a peut-être plus encore : comme dans une eau troublée par un courant violent, des couches sédimentaires dormantes remontent à la surface. Cette image paraît assez adéquate dans le domaine des affrontements idéologiques, où l'on proclame bien souvent faire du neuf en recourant, consciemment ou non, à de vieux imaginaires historiques.

Le stoïcisme d'Epictète nous enseigne pourtant que le droit usage de la raison, du *logos*, consiste dans le bon *usage des noms*, qui sont essentiels en ce qu'il consiste à déterminer le sens d'une expression. Or les noms peuvent être volés, détournés ou respectés ; dans ce cas ils nous servent de règle. Mais cela passe nécessairement par l'usage critique des représentations. En effet, toutes sortes de fantômes nous assaillent et nous devons rester littéralement sur le qui-vive, être comme des sentinelles devant les représentations. Las, il semble que nombre d'intellectuels qui se sont exprimés ces derniers mois sur la question sociale animant l'actualité se soient précipités pour *récurrer* publiquement un discours où les représentations historiques ne sont pas nécessairement passées au crible de la raison critique.

Tout se passe alors comme si le commentaire d'actualité risquait de servir de prétexte à déployer dans la presse une construction idéologique fabriquée en amont et *prête à servir*. Ainsi un historien, directeur du Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron à l'EHESS, contributeur au *Monde* et à la revue *Esprit*, analyse avec gravité dans un article intitulé *Antisémitisme : les leçons de l'histoire* une « *haine antijuive [qui] défie une nouvelle fois la démocratie républicaine* ».

Il est en effet pour l'historien question de « *libération de la violence* » dans les manifestations des Gilets jaunes, de « *droit revendiqué à la violence contre des cibles désignées (des députés de la majorité aux forces de l'ordre) et l'impunité des actes qui découlerait de ce droit absolu* » et même de « *propension à menacer et terroriser dans l'espace public* ». Car il ne faut pas s'y tromper : ce dont il s'agit – sous couvert de revendications sociales – c'est donc véritablement d'une *Terreur totalitaire in statu nascendi* qui déferle sur la France, celle des extrêmes : non seulement « *Dans le sillage des gilets jaunes a résonné la haine antijuive que l'on connaît de la France de l'affaire Dreyfus et des années 30* », mais, plus, tout cela nous ramène à « *l'extermination des juifs d'Europe* ».

Comment, de toute évidence, ne pas penser aux « *scènes abominables, de la Nuit de cristal en Allemagne aux femmes battues à mort dans les rues de Lwów en Pologne (aujourd'hui Lviv, en Ukraine) en 1941, sont nées de foules haineuses autorisées à toutes les formes de barbarie par des régimes totalitaires* » ? Conclusion : il faut d'urgence mettre fin aux manifestations, ce pour quoi Jean Jaurès, pourtant « *lui-même complaisant avec l'antisémitisme* » avant son salut républicain lors

de l'affaire Dreyfus, aurait de toute évidence plaidé. Mais c'est surtout la référence à la pensée politique de Raymond Aron qui est décisive :

« *D'où l'importance des Etats démocratiques et de leur pouvoir de résistance comme l'analysait Raymond Aron en juin 1939* », dans son ouvrage *Croire en la démocratie* [2].

De même une philosophe, directrice de recherches au CNRS et professeure à l'Ecole normale supérieure nous averti :

« *cela ne fait plus mystère et depuis ce week-end sans doute encore moins qu'avant : ceux qui attaquent la République et la démocratie s'en prennent d'abord aux juifs* » et pointe l'impuissance des Gilets jaunes à « *s'inscrire dans le cadre de la République* », et donc « *en fin de compte de mener son action dans un cadre légal* », c'est-à-dire le « *principe de la démocratie et plus encore le fondement des droits de l'homme et du citoyen* », ceux « *au nom desquels précisément les juifs accédèrent à l'égalité civile dans la France de la Révolution* » [3].

La boucle est donc bouclée montrant incontestablement « *la collusion entre la révolte sociale et l'antisémitisme* ». En effet, « *la parole ne peut se développer dans un espace vierge de toute procédure* », elle doit « *suivre des règles dont le philosophe Jürgen Habermas a montré qu'elles sont la base d'une démocratie procédurale* » ; sinon la porte est ouverte à un nouveau totalitarisme. Enfin, une philosophe et psychanalyste nous invite à nous méfier de la pente inexorable qui mène de la critique des forces de l'ordre de la République non seulement à l'antisémitisme, mais carrément au *négationnisme* [4]. Bref, le combat séculaire de la *société ouverte et de ses ennemis* bat son plein [5].

La démonstration semble implacable. Pourtant, avec la meilleure volonté du monde, un doute subsiste. La citation de Borges selon laquelle « *Hume nota pour toujours que les arguments de Berkeley n'admettaient pas la moindre réplique et n'entraînaient pas la moindre conviction* » nous revient finalement à l'esprit. En effet, l'ombre portée des colosses sinistres des totalitarismes semble oblitérer une compréhension plus fine et pertinente de l'histoire immédiate, telle que la pratiquait par exemple un Marc Bloch, dans son *Etrange défaite* - dont l'outillage conceptuel était très sensiblement différent d'un certain discours antitotalitaire.

On sait aussi que Gilles Deleuze parlait de « *force de réaction fâcheuse* » sous la forme du « *retour massif à un auteur ou à un sujet vide très vaniteux, et à des concepts sommaires stéréotypés* » à laquelle il opposait le travail patient de formation de « *concepts à articulation fine, ou très différenciée, pour échapper aux grosses notions dualistes* » (Les « *nouveaux philosophes* »). Mais précisément les « *concepts sommaires* » en quoi consiste souvent l'opposition entre démocratie et totalitarisme comme outil exclusifs d'analyse historique ne peuvent que mener à un appauvrissement dommageable de cette dernière.

Tout semble se passer comme si l'histoire du XXe siècle s'était alors résumée en un affrontement grandiose entre ces deux hypostases, au terme duquel, comme il se doit, le Bien a triomphé de l'hydre totalitaire communiste et nazie [6]. Le *millenium* démocratique, celui des Droits de l'homme est donc advenu. La *fin de l'Histoire* en quoi a consisté le triomphe de la modernité libérale mondialisée est en soi une leçon puisque, comme chacun sait, les vainqueurs font l'Histoire [7]. C'est peut-être par cette configuration idéologique que l'on peut expliquer une certaine inflation dans la polémique, pour ne pas dire une liberté prise avec les faits.

Plus, on ne peut s'empêcher de penser ce que l'expérience quotidienne des rapports humains nous apprend, à savoir que telle verbosité sera d'autant plus bruyante que son auteur a intérêt à masquer quelques vérités délicates à assumer. Contre la construction rhétorique, il importe donc de *revenir aux faits*. Non pas seulement à quelques faits historiques matériels essentiels oubliés ou passés sous silence, mais aussi à un certain nombre de *faits discursifs*, ceux qui tissent un discours libéral d'autant plus omniprésent qu'il se nie volontiers en tant que tel. Nous nous proposons donc d'examiner ici en quoi le discours libéral semble avoir partie liée de manière récurrente avec le refoulement de la question sociale [8].

## Classes laborieuses, classes séditieuses

Il est ainsi sans doute significatif que l'historien Patrick Boucheron confirme, dans le feu de la polémique idéologique et sociale que représente l'irruption des Gilets Jaunes, la comparaison flatteuse faite par lui précédemment entre Machiavel et l'hôte actuel de l'Elysée [9]. Car ce qu'il veut bien retenir alors du grand Florentin, c'est le sens pour le moins superficiel qu'on lui donne : l'auteur d'un manuel à l'usage des ambitieux pour conquérir quelque principauté, en déployant une *virtù* exceptionnelle à même de mettre à profit la fortune du moment, au besoin en trompant son monde, bref la politique comme pure technique de prise et de conservation du pouvoir.

Il ne lui vient visiblement pas (ou plus à cette date) à l'esprit d'en faire une lecture plus exigeante intellectuellement, lecture pourtant sans aucun doute hautement profitable pour comprendre l'histoire politique, celle qui insiste sur les rapports de force en politique mais y compris, et avant tout pourrait-on dire, des *rapports de force sociaux comme fondateurs de la politique*. Il est en effet essentiel de comprendre que Machiavel a insisté sur le fait que la société était irrémédiablement divisée en dominants et dominés, oppresseurs et opprimés.

Ainsi pour ce dernier un citoyen privé peut devenir prince de sa patrie « *non par scélératesse ou autre intolérable violence, mais par la faveur de ses concitoyens* », « *je dis qu'on accède à cette monarchie ou par la faveur du peuple ou par celle des grands* ». Plus, Machiavel théorise très clairement la *fonction de classe de l'Etat* : celle de lutter contre la classe adverse, et la *contraindre* avec les moyens de l'appareil d'Etat. Ainsi,

« *lorsque les grands voient qu'ils ne peuvent résister au peuple, ils commencent à donner réputation à l'un d'entre eux, et ils le font prince pour pouvoir, à son ombre, assouvir leurs appétits* ».

De son côté, le peuple, « *lui aussi, voyant qu'il ne peut résister aux grands, donne réputation à un homme, et le fait prince, afin que son autorité le protège* » [10]. Or chez Machiavel il ne s'agit pas d'une simple alternative historique, mais il y a une préférence dite explicitement entre les deux possibilités : celle du prince soutenu par le peuple. En effet,

« *on ne peut honnêtement et sans faire tort à autrui contenter les grands, mais oui certes le peuple : car le vœu du peuple est plus honnête que celui des grands, ceux-ci voulant opprimer et celui-là ne pas être opprimé* ». Et puis, « *avec un peuple hostile, un prince ne peut jamais être en sûreté, parce qu'ils sont trop ; contre les grands il peut s'assurer, pour être peu* » [11].

Tout cela nous emmène loin de la monarchie présidentielle du « *leader of the free markets* », célébrée par le magazine *Forbes*.

L'historien Gérard Noiriel dans un texte récent [12] considère, probablement à juste titre, que l'attitude de P. Boucheron face au pouvoir en place est symptomatique de la bourgeoisie intellectuelle d'aujourd'hui. Tout semble se passer comme si l'affaiblissement du clivage idéologique gauche/droite, celui du mouvement ouvrier et de la théorie marxiste, conduisait au clivage régressif entre la droite libérale et la droite et l'extrême droite la plus réactionnaire, *clivage antérieur à l'apparition du mouvement ouvrier et socialiste*. Mais ce constat, qui va de pair avec celui de l'effondrement de la social-démocratie et du Parti communiste, ne suffit sans doute pas. Il risque si l'on s'en tient là, d'occulter une face du phénomène si complexe du « populisme » actuel, relevée récemment.

Il apparaît en effet que par bien des aspects le « populisme » signe la *coupure instaurée entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels* pour reprendre la terminologie des années 1970 [13]. Mais Althusser notait déjà en 1968 la fonction sociale et idéologique des philosophes de profession :

« Les professeurs de philosophie sont des professeurs, c'est-à-dire des intellectuels employés dans un système scolaire donné, soumis à ce système, exerçant dans leur masse une fonction sociale d'inculcation des « valeurs de l'idéologie dominante ». Qu'il puisse exister un « jeu » dans les institutions scolaires ou autres permettant à certains professeurs individuels de retourner leur enseignement et leur réflexion contre ces « valeurs » établies, ne modifie pas l'effet de masse de la fonction professorale philosophique. Les philosophes sont des intellectuels, donc des petits-bourgeois, soumis dans leur masse à l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise »<sup>[14]</sup>.

Pour Althusser la pratique philosophique - mais on pourrait probablement en dire autant de nombre d'autres disciplines intellectuelles, au premier rang desquelles l'histoire et l'économie - repose bien souvent sur le *refoulement* (au sens freudien du terme, insiste-t-il) *de la politique*, refoulement rendu acceptable et comme « naturel » par le fonctionnement tacite d'une hégémonie idéologique, institutionnelle et académique, et les certitudes tranquilles qu'elle permet.

Il faut donc défendre le pouvoir libéral contre la *peuplance*, réputée violente et séditionnaire. Plus, il est probablement significatif que les intellectuels libéraux se placent si volontiers sous le patronage philosophique de Voltaire et des Lumières « *du centre* », pour reprendre la profonde distinction faite par Jonathan Israël [15]. Déjà en 1736, dans sa *Défense du Mondain*, Voltaire fait l'apologie du luxe en Angleterre et en France en considérant le superflu comme une chose très nécessaire pour fournir du travail au pauvre artisan : c'est que le luxe est au cœur du commerce et de l'industrie [16]. S'en prendre à lui, c'est vouer l'économie à la déroute, ce dont les plus modestes seront les premières victimes.

Mais, plus généralement, il faut bien parler d'un *élitisme* profond chez Voltaire qui s'accompagne inévitablement d'un véritable *mépris social* : en effet si « *la populace qui n'a que ses bras pour vivre* » est nécessaire, sa condition ne doit pas être changée. Ainsi le peuple « *sera toujours sot et barbare, témoin ce qui est arrivé à la canaille de Lyon. Ce sont des bœufs, auxquels il faut un joug, un aiguillon et du foin* » [17]. Contre les Lumières radicales qu'incarne un Diderot, il refuse - après Bayle et Fontenelle - l'idée d'une « *philosophie populaire* » et assène on ne peut plus clairement : « *la vérité n'est pas faite pour tout le monde, le gros du genre humain en est indigne* » et se prononce explicitement contre le projet d'instruction du peuple : « *il est à propos que le peuple soit*

guidé, et non pas qu'il soit instruit. Il n'est pas digne de l'être ».

Pour Voltaire, les Lumières ne seront donc diffusées que dans un processus très lent, et en descendant de l'élite vers le peuple : « *il faut que la lumière descende par degrés : celle du bas peuple sera toujours fort confuse* ». Contre Rousseau, et sa théorie politique révolutionnaire formulée dans le *Contrat social* (1762), qui fonde pour la première fois la place du peuple comme souverain, dignifiant le peuple - au sens social du terme - par son activité démocratique, Voltaire note à la marge du texte de Rousseau un commentaire lapidaire : « *Voilà la philosophie d'un gueux qui voudrait que les riches fussent volés par les pauvres* » (*Corpus des notes marginales*) [18]. De fait, Rousseau avait des vues beaucoup plus radicales, formulées dans son *Discours sur l'origine de l'inégalité entre les hommes*, où la propriété privée est analysée comme source non seulement des inégalités, mais des oppressions qui traversent des sociétés humaines *fondamentalement divisées contre elles-mêmes*.

On sait qu'encore au milieu du XIXe siècle un penseur libéral comme Frédéric Bastiat théorisait le danger mortel que représente l'Etat en tant que potentiel *spoliateur légal* des richesses des possédants. Parmi ces spoliations - relevant à son sens du *socialisme* - il classait pêle-mêle : les tarifs douaniers, l'impôt progressif, toute forme de subvention, l'instruction gratuite, l'assistance sociale, le droit au travail, etc. [19] Il n'y a là aucune originalité de la part de Bastiat. Un auteur plus mesuré que lui, Alexis de Tocqueville, dans son *Discours sur le droit au travail* (1848), se livre à une violente critique de toutes les théories « socialistes », c'est-à-dire celles qui visent à faire jouer à l'État un rôle social et économique majeur, et refuse de voir s'inscrire le droit au travail dans la nouvelle constitution.

Plus, dans son *Mémoire sur le paupérisme* (1835), il approuve les nouvelles lois anglaises sur les pauvres de 1834, dont on connaît le caractère véritablement carcéral, et refuse toute idée d'impôt redistributif d'aide sociale aux plus pauvres, au nom de la lutte contre l'*oisiveté*. Il n'est donc sans doute pas fortuit que la question des ateliers nationaux ait été perçue comme un véritable *casus belli* pour le Parti de l'ordre et la bourgeoisie libérale [20], avec les conséquences que l'on sait, à savoir l'insurrection ouvrière de juin 1848, sa répression féroce par le pouvoir républicain, la fin de toute idée de République sociale puis, *in fine*, l'arrivée au pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte [21].

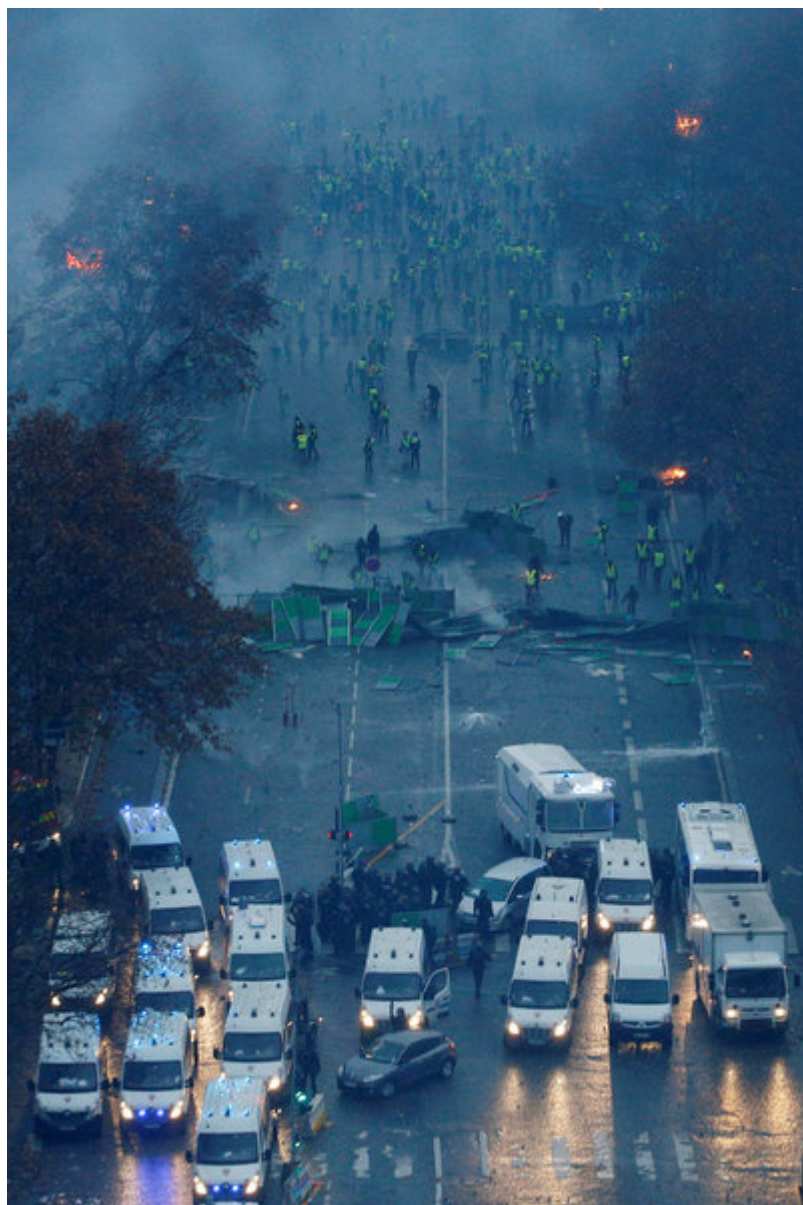
Il faut en effet relire les pages si pénétrantes et décisives du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*, de Karl Marx. Ce dernier décrit magistralement le mécanisme fatal et inexorable selon lequel après la révolution de 1848 la bourgeoisie française, pour « *maintenir intacte sa puissance sociale* » a dû « *briser sa puissance politique* », autrement dit que « *pour sauver sa bourse, il faut lui arracher la couronne, et que le glaive qui doit la protéger doit en même temps être suspendu au-dessus de sa tête, comme l'épée de Damoclès* » [22].

Les classes possédantes (au sens très large qu'avait ce terme au XIXe siècle, de la grande bourgeoisie à la paysannerie et la petite bourgeoisie possédante) ont choisi, dans le tourbillon révolutionnaire, la « *fin dans la frayeur* » du despotisme bonapartiste plutôt que l'insoutenable « *frayeur sans fin* » de l'*anarchie*. En effet ces dernières s'étaient unies

« *dans le parti de l'ordre, faisant front contre la classe prolétarienne considérée comme le parti de l'anarchie, du socialisme et du communisme. Ils avaient « sauvé » la société en s'opposant aux « ennemis de la société ». Ils avaient fait passer comme mot d'ordre dans leur armée les mots fétiches de l'ancienne société, « propriété, famille, religion, ordre », et lancé à la croisade contre-révolutionnaire le cri « Sous ce signe tu vaincras ! ».*

Finalement,

*« toute revendication visant à la plus simple réforme financière bourgeoise, au plus ordinaire libéralisme, au plus formel républicanisme, à la plus triviale démocratie, est à la fois punie comme « attentat contre la société » et stigmatisée comme « socialisme ». Et, à la fin, les grands prêtres de la « religion et de l'ordre » sont eux-mêmes chassés à coups de pied de leurs trépieds pythiques, tirés nuitamment de leurs lits, fourrés dans des voitures cellulaires, jetés au cachot ou envoyés en exil ; leur temple est rasé, leur bouche scellée, leur plume brisée, leur loi déchirée, au nom de la religion, de la propriété, de la famille et de l'ordre ». [23]*



## Un spectre hante l'Europe : le « populisme »

On sait en effet que, considérant que la révolution de 1848 trahissait celle de 1789, Tocqueville approuvera la répression des journées de Juin. Il alla même jusqu'à parcourir les rues de Paris pour encourager les soldats de la garde nationale à l'écrasement du soulèvement ouvrier, en arborant son écharpe tricolore d'élus à l'Assemblée constituante.

Le parcours d'un penseur et homme politique critique de la Monarchie de Juillet à un homme d'ordre résolument énergique dans la lutte contre la classe ouvrière et le socialisme, partisan de Cavaignac, illustre sans doute de manière vive tout ce que le libéralisme recèle de profond conservatisme face à l'irruption des classes populaires dans une vie politique où elles ne sont pas les bienvenues <sup>[24]</sup>. Serge Halimi note ainsi de manière pénétrante la théorisation faite par Dominique Strauss-Kahn de la nécessaire *éviction des classes populaires* de la démocratie libérale contemporaine :

*« les membres du groupe intermédiaire, constitué en immense partie de salariés, avisés, informés et éduqués, qui forment l'armature de notre société. Ils en assurent la stabilité, en raison (...) de leur attachement à l'“économie de marché” ».*

Quant aux autres — moins « avisés » —, leur sort était scellé : *« Du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire. Non pas qu'il se désintéresse de l'histoire, mais ses irruptions s'y manifestent parfois dans la violence »* <sup>[25]</sup>. On croirait lire du Tocqueville dans le texte, tel que nous le rapporte Daniel Bensaïd :

*« « J'ai pour les institutions démocratiques un goût de tête, confiait Tocqueville, mais je suis aristocratique par l'instinct, c'est-à-dire que je méprise et crains la foule. J'aime à fond la liberté, le respect des droits, mais non la démocratie. ».*

Et Bensaïd de commenter lucidement :

*« La peur des masses et la passion de l'ordre, tel est bien le fond de l'idéologie libérale, pour qui le terme de démocratie n'est en somme que le faux-nez du despotisme marchand et de sa concurrence non faussée »* <sup>[26]</sup>.

Mais on pourrait aussi remonter plus haut, c'est-à-dire aux penseurs de la Contre-Révolution, dont l'histoire de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe nous montre qu'ils partageaient tant de thèmes communs, qu'ils s'inscrivent dans une tradition libérale ou franchement nostalgiques de l'Ancien Régime <sup>[27]</sup>.

En effet comme le notait Pierre Bourdieu, l'étude des moments originaires des institutions est du plus haut intérêt en ce qu'il nous donne à voir une réalité sans fard, le non-dit de ses destinées ultérieures :

*« L'intérêt du retour sur la genèse est très important parce qu'il y a, dans les commencements, des débats où sont dites en toutes lettres des choses qui, après, apparaissent comme des révélations provocatrices des sociologues »* <sup>[28]</sup>.

Et Bourdieu de citer un exemple d'importance :

*« Dans les années 1880, on disait ouvertement à l'Assemblée nationale ce que la sociologie a dû redécouvrir, à savoir que le système scolaire devait éliminer les enfants*

*des couches les plus défavorisées* ». Il ajoute : « *Au début, on posait la question qui ensuite a été complètement refoulée puisque le système scolaire s'est mis à faire, sans qu'on le lui demande, ce qu'on attendait de lui. Donc, pas besoin d'en parler* ». Plus généralement, « *quand on parle d'opinion publique, on joue toujours un double jeu entre la définition avouable (l'opinion de tous) et l'opinion autorisée et efficiente qui est obtenue comme sous-ensemble restreint de l'opinion publique démocratiquement définie* ».

Ainsi un membre distingué du Parlement britannique du XIXe siècle, William Alexander Mackinnon, la définit-elle de la manière suivante :

*« Elle est ce sentiment sur n'importe quel sujet qui est entretenu, produit par les personnes les mieux informées, les plus intelligentes et les plus morales dans la communauté. Cette opinion est graduellement répandue et adoptée par toutes les personnes de quelque éducation et de sentiment convenable à un Etat civilisé. »*

Et Bourdieu de conclure : « *La vérité des dominants devient donc celle de tous* ». On sait de même que Benjamin Constant, tout à sa hantise de la Terreur révolutionnaire et à l'irruption des masses dans la vie politique, préconisait deux remparts indispensables pour la démocratie représentative. Premièrement le système bicaméral, qui permettra de *réintégrer l'aristocratie* pour contrer la menace populaire en lui réservant une Chambre des pairs, à même de contrer toute mesure jugée démagogique. Ensuite et surtout le refus du suffrage universel pour le *suffrage censitaire*. Castoriadis a résumé la position du grand penseur du premier libéralisme de la manière suivante :

*« Les ouvriers ne peuvent pas voter parce qu'ils sont abrutis par l'industrie [il le dit carrément, les gens étaient honnêtes à l'époque !], donc il faut un suffrage censitaire. »*  
[\[29\]](#)

Plus, Alexandre Koyré notait en 1945 que « *c'est la menace de la révolution, et la grande peur qui s'en est suivie, qui a rejeté vers la « droite la bourgeoisie occidentale et l'a poussé vers une alliance avec ses ennemis traditionnels et nouveaux, les forces traditionnelles et nouvelles de la contre-révolution* » [\[30\]](#). Koyré précise :

*« Alliance que renforça, et que cimentait même, un fait d'une importance capitale, c'est-à-dire, l'extension, légale ou simplement effective, du suffrage universel, qui a menacé les classes bourgeoises de perdre leur ascendant politique ». En effet, « une évolution politique, équivalent pratique d'une révolution, et qui changeait du tout au tout les bases mêmes du parlementarisme occidental, était en train de s'accomplir en Europe : le pouvoir politique des mains des tax-payés, de plus en plus menaçait de passer dans celle des tax non-payés. Surtout à la faveur de la crise mondiale et de l'accentuation de la lutte sociale qui s'en est suivie ».*

Et Koyré remarque à propos de Daniel Halévy - personnage central dans les milieux intellectuels français de l'entre-deux-guerres et dont l'évolution semble tout à fait significative, de la défense de Dreyfus à la fin du XIXe siècle à celle de Pétain après 1945 [\[31\]](#):



« l'écrivain réactionnaire [dans son opus *La Fin des notables*, paru en 1930] nous révèle ingénument que l'oligarchie dirigeante n'accepte la démocratie politique que dans la mesure où, et aussi longtemps que, celle-ci reste « formelle ».

D'où l'apparition de ce que Koyré a nommé la « cinquième colonne », à savoir une *fascisation des classes dirigeantes* dans les démocraties occidentales ; cette dernière est « composée des représentants des classes dirigeantes, non de ceux des classes opprimées. Ceci la distingue de tous les autres types d'« ennemis intérieurs ». Et Koyré de noter : « Aussi son apparition sonne-t-elle le glas de la démocratie bourgeoise du type d'avant-guerre » <sup>[32]</sup>. On notera la formulation tranchante et claire des régimes parlementaires en question. Il n'y a là aucun hasard de circonstance : Koyré insiste très nettement sur cette *caractérisation sociale* de la démocratie libérale : en effet

« dans la conception bourgeoise pure ce n'est que comme possédant que l'homme est, réellement, citoyen et membre de la nation ». De même, « la possession est la valeur suprême de la société oligarchique (bourgeoise), le patrimoine sa valeur sacrée et un Etat qui non seulement ne les protège pas, mais encore les détruit ou les met en danger par ses exactions fiscales (et autres), n'est pas, du point de vue de cette société, un Etat légitime ». Conclusion : « et c'est de là que provient ce phénomène curieux, et à première vue paradoxal, de la désaffection croissante des classes possédantes – support et fondement de la démocratie bourgeoise – pour la démocratie, et leur admiration croissante pour les formes autoritaires de l'Etat » <sup>[33]</sup>.

Ainsi on a pu noter chez Daniel Halévy une

« évolution vers la dénonciation de *La République des comités* en 1934, au moment où il fustige la gauche et refuse le Front populaire, [qui] annonce les phases suivantes de sa trajectoire : approbation de la révolution nationale, absence de toute solidarité envers la communauté juive — il ne se voit pas comme Juif puisque deux de ses grands-parents ne l'étaient pas —, compréhension vis-à-vis du IIIe Reich puis, plus tard, de l'Algérie Française ».

Un livre récent de Simon Epstein montre ainsi que le cas de Daniel Halévy est loin d'être isolé dans une partie de la bourgeoisie intellectuelle autrefois dreyfusarde, au tournant des années 1930 puis sous l'Occupation <sup>[34]</sup>.

On pourrait sans doute parler d'un *pétainisme responsable et pragmatique*, celui des gens d'ordre et de culture historique modérée, attachée à la *continuité historique française*, de Clovis à l'Ordre nouveau, tenant leurs distances par rapport aux ultras de la collaboration comme de l'aventure gaulliste, entachée de son alliance avec les communistes, laissés aux bons soins du SPAC <sup>[35]</sup>. Ce paradoxe d'un libéralisme pétainiste, celui de la *France des notables* qui vise à mettre fin au désordre républicain et socialiste, n'en est peut-être pas vraiment un si l'on comprend combien le critère social, celui de l'ordre institué pris dans la tourmente des luttes des classes prime de fait sur l'idéologie de la liberté, même celle de l'*habeas corpus* individuel. On a vu la pertinence de la pensée fondatrice de Marx sur la question <sup>[36]</sup>.

On a pu ainsi noter que le ralliement au régime pétainiste d'Emile Mireaux, codirecteur du *Temps* et ami de Pierre Laval, « s'inscrit dans le parcours de ces libéraux qui ont rejoint le Maréchal parce qu'il leur promet de débarrasser la France des scories du Front populaire ». Plus, « Ministre de

*l'Instruction publique de juillet à septembre 1940, il n'a de cesse de vouloir briser le syndicalisme enseignant. Transformant les inspecteurs primaires en fidèles relais de la Révolution nationale auprès des maîtres, il impose encore un strict contrôle du contenu des livres scolaires* ». Philippe Jian conclut de manière évocatrice à propos de la conduite idéologique du *Temps* sous Pétain :

« *La liberté est comprise de manière restrictive par Le Temps qui, fidèle à la culture politique libérale, réserve ce privilège à l'élite intellectuelle et économique* ». Il en résulte que « *la dictature est utile quand le désordre qui met en danger l'initiative privée et le droit de propriété transforme une nation en une masse revendicatrice. Le Temps, au travers de son éditorial, estime qu'à des circonstances exceptionnelles, il faut des moyens exceptionnels. Les aspects répressifs de la politique du gouvernement doivent, de son point de vue, être inclus dans le cadre plus large de la reprise en main de la nation* » [37].

De même Zeev Sternhell a montré, dans un article classique [38], comment Emmanuel Mounier et la revue *Esprit* sont passés - non sans une certaine logique - de l'humanisme chrétien et de la lutte contre le matérialisme moderne dans les années 1930 à l'engagement dans l'entreprise de la révolution nationale en 1940-1941, aux côtés d'Hubert Beuve-Méry, le fondateur du *Monde* [39].

## Conclusion : le progressisme libéral, un Janus *bifrons*

Le progressisme libéral peut probablement se parer de ses qualités supposées en proportion du caractère régressif de la période idéologique, un peu comme l'on peut faire une maigre collecte à marée basse faute de pouvoir prendre la mer. Le progressisme s'évalue en effet au minimum à plusieurs étalons historiques. Il importe sans doute de ce point de vue de rappeler le rôle dans le paysage idéologique actuel du naufrage de la social-démocratie française, noyée dans les eaux glacées de la technocratie managériale, celle qui a si bien assimilé le concept saint-simonien de *la politique comme gestion des choses*.

Or il apparaît tout de même un certain malaise dans la civilisation mandevillienne, que l'on pourrait dire *con-sommée* par le plus-de-jouir capitaliste - si fraîchement pressenti dans la *Fable des Abeilles* [40]. Les signes sont suffisamment nombreux aujourd'hui pour insister sur les dangers d'une telle conception, ne serait-ce que pour *faire société*. La rhétorique alléchante de la liberté cache en effet bien souvent des réalités moins avenantes telle la ségrégation sociale, pour ne pas dire l'arnaque pure et simple, comme des esprits lucides ont su le percevoir il y a quelques temps déjà. Il ne suffira donc probablement pas d'ajouter à la *koinè* économiste un supplément d'âme humaniste, même d'inspiration chrétienne.

La mondialisation du fétichisme de la marchandise semble aujourd'hui se nourrir de sa propre fuite en avant, de la simple profusion de ses symptômes comme argument de fait, et trouve son écho chez les producteurs d'idéologie, prolétarisés comme tout le monde de ce point de vue-là. Le solipsisme intellectuel n'est en effet jamais loin du narcissisme comme le pouvoir actuel semble le manifester avec une véhémence inédite.

Jean-Luc Nancy a ainsi pu analyser récemment la *cacophonie entropique* de « *la langue d'un progrès qui s'autolégitime de sa seule fuite en avant* », celle qui pour le plus grand nombre signifie « *une pure absence d'avenir dans la course du supposé progrès* ». D'où « *une douleur folle infligée par la fuite du goût même de l'existence* ». Comment dès lors s'étonner de ce que « *la non-langue du calcul*

*managérial, opérationnel et compulsif* » ne puisse être dissociée de « *l'autre non moins compulsive non-langue des incantations aux esprits, aux sauveurs, aux ancêtres* » [41] ?

## Notes

[1] Serge Halimi et Pierre Rimbert, « Lutte de classes en France », *Le Monde diplomatique*, février 2019.

[2] Pour un point de vue plus distancié sur Raymond Aron, on consultera l'article de Jérôme Skalski, « La coke des intellectuels », *L'Humanité*, 25 août 2014 et Serge Halimi, « Avoir tort avec Raymond Aron », *Le Monde diplomatique*, mars 2019. On notera le parallèle, qui est une filiation, entre l'interprétation de la crise des « Gilets jaunes » et celle de mai-juin 1968 par les intellectuels libéraux : l'enjeu essentiel est dans les deux cas la sauvegarde de la démocratie libérale (quoiqu'on entende précisément par ce terme), contre le totalitarisme communiste puis contre le « *populisme* » qui semble en être par bien des aspects un avatar contemporain dans le *discours de l'ordre*. Un signe en est sans doute le caractère excessivement plastique du terme, qui convient à toutes les oppositions de nature démono-logiques.

[3] Perrine Simon-Nahum, « Antisémitisme : au lieu de débattre, ils préfèrent l'anathème et la dénonciation », *Libération*, 18 février 2019.

[4] Sabine Prokhoris, « Vous avez dit «crime contre l'humanité» ? », *Libération*, 14 mars 2019. On pourrait dire par beaucoup d'aspects que l'institution policière joue aujourd'hui le rôle naguère dévolu à l'Eglise, celui d'un pilier de la société qui ne peut être critiqué sous peine d'effondrement de la civilisation, ce qui tendrait à expliquer le recours chez beaucoup à la *doctrine de la double vérité* concernant cette dernière.

[5] On peut noter que les intellectuels ayant un accès privilégié aux médias étaient beaucoup plus discrets à propos de ce que l'on peut légitimement comprendre comme une tentative officielle de réhabilitation de Charles Maurras, il y a quelques mois. On peut lire à ce sujet « Maurras : «Commémorer n'est pas célébrer», un insupportable sophisme », *Libération*, 1 février 2018. Sur l'extrême droitisation du champ idéologique et médiatique actuel, lire aussi la tribune de Robert Paxton, « Polémique Zemmour : «Vichy, une collaboration active et lamentable », *Le Monde*, 18 octobre 2014 et Jean Birnbaum, « Alain Finkielkraut joue avec le feu », *Le Monde*, 24 octobre 2013.

[6] Sur le discours historique visant à placer sur le même plan le régime nazi et celui de l'ex-RDA, voir l'article récent de Sonia Combe « Réduire la RDA à une dictature de même nature que l'Allemagne nazie favorise l'extrême droite », *Le Monde*, 27 février 2019. On pourra lire aussi - à titre symptomatique - l'article de Jean Birnbaum, « Guerre d'Espagne, une polémique française », *Le Monde*, 24 avril 2019.

[7] L'onctuosité affable du discours universitaire masque parfois la réalité plus brutale du *vae victis*. Il faudrait aussi noter un ton de plus en plus nettement *complotiste* dans le discours dominant concernant la crise grandissante de la démocratie libérale. Il n'y a là rien de neuf : Raymond Marcellin parlait d'un « *complot anti-France* » à propos de Mai 1968 - mais on pourrait remonter à l'abbé Barruel et ses *Mémoires pour servir l'histoire du jacobinisme*.

[8] Ainsi quand Patrick Boucheron dénonce les intellectuels qui cherchent à refiler « *leur came identitaire ou insurrectionnelle* » il semble y avoir une référence à un titre célèbre de Raymond Aron mais peut-être aussi comme un retour d'un imaginaire social du XIXe siècle analysé par Louis

Chevalier en son temps. Contre le danger séditieux venu des quartiers ouvriers les intellectuels responsables, eux, lutteront jusqu'à leur dernier souffle et seront d'une détermination *totale* contre les *extrêmes*. Il faut en effet savoir mettre son talent au service de la société pour la *policer* et éventuellement jusque dans divers médias de masse. Sur ces mécanismes, on relira avec profit le texte classique de Louis Althusser, *Idéologie et appareils idéologiques d'Etat*.

[9] Mais ce panégyrique est aussi à *mettre en série* avec un véritable enthousiasme collectif qui a saisi nombre d'intellectuels libéraux au moment des élections présidentielles – au risque d'égratigner les fondamentaux de la doctrine personnaliste. Jurgen Habermas parle alors de « *chance historique unique* » après l'élection du Président de la République, Edgar Morin le compare à Bonaparte et à De Gaulle, un géant capable « *d'inscrire sa marque historique dans le destin national et d'infléchir le destin planétaire* », Boucheron à « *un Machiavel à l'envers* », allant « *de la philosophie à la politique* », etc. En somme Voltaire était beaucoup plus mesuré et prudent dans la cour faite à Frédéric II de Prusse.

[10] On connaît de même l'insistance de Lénine sur cette fonction (ou nature) de classe de l'Etat dans *l'Etat et la révolution*. Il n'est pas besoin de souligner ici l'actualité de la définition marxiste de l'Etat comme « *bande d'hommes armés* » – définition qui ne nous éloigne pas de Machiavel, qui nous a appris à nous méfier de la *métaphysique contractualiste* en matière de théorie politique. Sur toutes ces questions, il faut naturellement revenir à la lecture du classique de Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

[11] Machiavel, *Le Prince*, Paris, Flammarion, 1992, p. 105 et 106.

[12] Gérard Noiriel, « Patrick Boucheron, Un historien sans gilet jaune », disponible sur le site Internet *Le populaire dans tous ses états*.

[13] Il va de soi que nous ne comprenons pas ici le terme de « populisme » dans le sens polémique qui est celui du discours dominant, en particulier la réduction souvent faite de la vie politique actuelle au clivage supposé entre « progressistes » et « populistes ». Nous insistons ici seulement sur le halo d'anti-intellectualisme auquel il est souvent associé, en bonne ou en mauvaise part.

[14] Louis Althusser, *Lénine et la philosophie, suivi de Marx et Lénine devant Hegel*, Paris, Maspéro, 1975, p. 46.

[15] Jonathan Israel, *Les Lumières radicales. La Philosophie, Spinoza et la naissance de la modernité (1650-1750)*, Paris, Éditions Amsterdam, 2005. De ce point de vue le parcours d'un André Glucksmann et de la « nouvelle philosophie » issue de la mouvance antitotalitaire est très nette, qui mène de la dénonciation sans relâche de l'Etat-Moloch à la *philosophie de cour*.

[16] Une théorie du ruissellement avant l'heure, donc. La conclusion, après l'éloge de la vie mondaine et aristocratique parisienne sonne comme une *philosophie spontanée* socialement située : « *Le paradis terrestre est où je suis* ».

[17] Cité dans l'article « peuple », in *Dictionnaire européen des Lumières*, sous la direction de Michel Delon, Paris, PUF, 2014, p. 974, sous la plume de Jochen Schlobach.

[18] On a pu noter – et ce fait semble hautement significatif – que la rupture fondamentale opérée par Rousseau contre la tradition millénaire de dévalorisation des classes populaires n'a pu être possible « *que par le refus des théories du progrès et de l'apologie du luxe, par une revalorisation du droit naturel et des républiques d'Athènes et de Rome* ». *Idem*, p. 976. On sait que les Lumières modérées étaient résolument monarchistes : les républicains étaient une très petite minorité au XVIIIe siècle.

[19] Sur l'influence de Frédéric Bastiat sur les « nouvelles droites » américaines, voir Michael C. Behrent, « Bastiat, repère intellectuel de la droite américaine », *La Vie des idées*, 16 juin 2010.

[20] Il est ainsi instructif de constater que la suppression des ateliers nationaux, qualifiés « *d'aumône déguisée* », ait été notamment le fait d'Ulysse Trélat, médecin de profession et homme politique libéral, fondateur sous la Monarchie de Juillet de la Société « *Aide-toi et le Ciel t'aidera* », rassemblant les libéraux monarchistes comme républicains.

[21] Le discours historique actuel gomme de fait à peu près complètement tous ces éléments de l'histoire du libéralisme et, dans la foulée, tout le rôle historique du mouvement ouvrier, puis socialiste et communiste aux XIXe et XXe siècles. A titre d'exemple on peut citer l'antiquisant Paul Veyne qui, en posant la question « *L'Europe a-t-elle des racines chrétiennes ?* », montre combien ce thème est fallacieux, pour mieux mettre en avant le rôle exclusif des Lumières – pour le moins indifférenciées, voire mythifiées – dans la construction des sociétés européennes contemporaines : « *L'initiative et le gros du travail sont dus incontestablement aux Lumières, qui sont un plissement géologique de l'histoire* », et qui mènent tout droit à la démocratie et au *welfare State* ; les droits de l'homme mènent à un *égalitarisme politique et social*. Le tableau est peut-être un peu lapidaire. Paul Veyne, *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)*, Paris, Albin Michel, 2007, p. 229.

[22] Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, in *Les luttes de classes en France*, Paris, Gallimard, 1994, p. 233.

[23] Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, in *Les luttes de classes en France*, Paris, Gallimard, 1994, p. 187-188. Voir aussi les formules si fulgurantes et actuelles de Marx à propos du *bonapartisme*, selon laquelle le renversement de la République parlementaire fut « *la victoire de Bonaparte sur le Parlement, du pouvoir exécutif sur le législatif, de la violence sans phrase sur la violence des phrases* ». Et plus loin : « *Devant le pouvoir exécutif, elle [la nation] abdique toute volonté propre et se soumet au commandement d'une volonté étrangère, à l'autorité* ». *Idem*, p. 295-296.

[24] La trajectoire politique de Tocqueville du libéralisme « progressiste » à la réaction pure et simple contre la révolution ouvrière n'est pas sans évoquer celle d'Edmond Burke, député whig libéral critique du conservatisme tory et aristocratique devenu le théoricien majeur de la Contre-Révolution à la fin du XVIIIe siècle. Face au césarisme bonapartiste Tocqueville de son côté, défait, finira par en appeler au comte de Chambord pour *préserver les libertés publiques*.

[25] Serge Halimi et Pierre Rimbart, « Lutte de classes en France », *Le Monde diplomatique*, février 2019

[26] Daniel Bensaïd, « Démocratie : le scandale permanent », *Contretemps*, 4 février 2019. La peur des masses et la passion de l'ordre, voilà deux terrains communs entre le libéralisme et les droites les plus dures.

[27] Ainsi Rivarol disait assez plaisamment : « *Il y a deux vérités qu'il ne faut jamais séparer, en ce monde : 1° que la souveraineté réside dans le peuple ; 2° que le peuple ne doit jamais l'exercer* ». Le même écrivain monarchiste assénait : « *Malheur à ceux qui remuent le fond d'une nation ! Il n'est point de siècle des Lumières pour la populace [...] toujours cannibale, toujours anthropophage* ». On se souvient des caricatures contre-révolutionnaires anglaises qui florissaient sur ce thème à l'époque, de la même manière qu'Edmond Burke approuvait chaudement la littérature de l'abbé Barruel : par là la Contre-Révolution libérale communiait avec la Contre-Révolution *théocratique*.

[28] Pierre Bourdieu, « La fabrique des débats publics », *Le Monde diplomatique*, janvier 2012.

[29] Cornelius Castoriadis, « Stopper la montée de l'insignifiance », *Le Monde diplomatique*, août 1998.

[30] Alexandre Koyré, *La cinquième colonne*, Paris, Editions Allia, 1997, p. 40-41.

[31] Sur la trajectoire de Daniel Halévy du libéralisme au traditionalisme le plus réactionnaire voir Jean-Yves Mollier, « Sébastien LAURENT, *Daniel Halévy. Du libéralisme au traditionalisme*, Paris, Grasset, 2001, 599 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 22 | 2001, mis en ligne le 28 juin 2005.

[32] *Idem*, p. 48.

[33] *Idem*, p. 43. Un peu avant dans l'ouvrage (p. 38), il avait déjà posé le raisonnement suivant à propos des démocraties libérales européennes de l'entre-deux-guerres : « *bien que n'étant pas, dans le sens strict du terme, des Etats oligarchiques (ou ploutocratiques, selon la terminologie d'Aristote), la structure sociale et politique de ces Etats, où la puissance économique contrebalançait celle du nombre et où la hiérarchie sociale était principalement fondée sur la richesse, correspondait assez bien au terme, crée par leurs ennemis idéologiques (révolutionnaires ou contre-révolutionnaires), de plouto-démocraties* ». On remarquera la distinction opérée par Koyré entre les adversaires révolutionnaires et *contre-révolutionnaires* de la démocratie libérale.

[34] Ainsi « *l'on saisit mieux tout ce que le dreyfusisme put comporter d'ambiguïtés en réunissant, pour une courte période — 1897-1899 essentiellement —, des tempéraments et des sensibilités que tout séparait par ailleurs. C'est le mérite de l'auteur de cette biographie exemplaire de l'avoir mis en relief et si le débat est aujourd'hui relancé sur cette période, ce n'est probablement pas inutile tant les évolutions de certains compagnons de route d'Alfred Dreyfus paraissent étonnantes* ». Jean-Yves Mollier, *art. cité*. C'est que sous l'Occupation il ne s'agissait plus d'un combat *juste et moral* mais d'une lutte dramatique où se jouait le sort de la civilisation chrétienne contre la menace judéo-bolchévique. Voir Simon Epstein, *Les Dreyfusards sous l'Occupation*, Paris, Albin Michel, 2001.

[35] Philippe Jian parle de « *révolution nationale à l'échelle humaine* ». Philippe Jian, « La Révolution nationale impossible, Le Temps et Le Figaro à l'épreuve du régime de Vichy », *Histoire@Politique*, 2014/2 (n° 23).

[36] De même que le héraut des libertés de l'individu contre la tyrannie de l'Etat qu'était Benjamin Constant a fait allégeance à Napoléon au moment opportun, le très modéré *Zentrum* catholique a voté les pleins pouvoirs à Hitler en mars 1933 - il est vrai en échange d'un Concordat avantageux. On notera qu'à l'inverse le KPD était déjà interdit à cette date, et que le SPD a voté contre cette mesure. On retrouve le caractère central de la structuration du mouvement ouvrier.

[37] Philippe Jian, « La Révolution nationale impossible, Le Temps et Le Figaro à l'épreuve du régime de Vichy », *Histoire@Politique*, 2014/2 (n° 23), p. 178-190. Après la Commune un libéral ouvert à la République comme Emile de Laveleye écrit dans son *Essai sur les formes de gouvernement* un chapitre intitulé « *La République peut mieux que la royauté réprimer les Insurrections* ». Ainsi : « *La République de 1848 et celle de 1871 ont chacune vaincu des insurrections d'une puissance sans exemple, au prix de combats acharnés et exécutions inexorables, dont aucun souverain n'aurait osé prendre la responsabilité* » Lucien Jaume, « Tocqueville et le problème du pouvoir exécutif en 1848 », *Revue française de science politique*, 41<sup>e</sup> année, p. 745, n°6, 1991

[38] Zeev Sternhell, « Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente », *Revue française de science politique*, 34<sup>e</sup> année, n°6, 1984. pp. 1141-1180.

[39] Pendant la révolution de septembre 1870 le gouvernement républicain modéré donne volontiers la présidence au général Trochu, gouverneur militaire de Paris, catholique conservateur et monarchiste de conviction. Ce dernier accepte dès lors que les libéraux républicains lui promettent de garantir « *la famille, la propriété, la religion* ». Il s'agissait là de faire face au danger révolutionnaire des partageux.

[40] Voir l'article de Dany-Robert Dufour, « Les prospérités du vice », *Le Monde diplomatique*, décembre 2017. Comme dans tous les moments originaires, Mandeville semble exprimer avec une verve *fraîche et joyeuse* le fond pulsionnel que tant d'économistes académiques s'échinent aujourd'hui à masquer derrière telle ou telle sophistication mathématique.

[41] Jean-Luc Nancy, « M. Macron, entendez-vous M. Gilet ? », *Libération*, 5 décembre 2018